



**Nos besoins : verrous
comportementaux de la transition.**



La société d'hyperconsommation nous mène à notre perte, c'est d'une platitude... Pourtant, alors que nous en sommes pour la plupart conscients, la société hyper productiviste poursuit sa course inexorable. En pleine crise covid, lors du premier confinement et des slogans « pas de retour à l'anormal », des embouteillages se sont formés sur les routes menant aux « drive in » des fastfood les heures qui ont suivi leur réouverture, les ventes des plates-formes en ligne ont explosées. Le moment du déconfinement venu, l'économie tirée par la demande des consommateurs est repartie de plus belle provoquant au passage une spéculation sur la production et la fourniture d'énergie loin d'être verte ! Comment expliquer ces comportements de consommation compulsifs et nuisibles ? Loin de moi l'idée de les stigmatiser, ni (trop) détourner le propos de Hannah Arendt, « *c'est dans le vide de la pensée que s'inscrit le mal* ». Dans notre société productiviste, pour de nombreuses personnes, le seul sens à leur travail est le pouvoir de consommation qu'il octroie. Lorsque l'on se réalise comme individu essentiellement à travers la consommation alors oui, il y a un véritable vide de la pensée mais peut-on en être tenu pour responsable ? Certainement pas et la question ne se situe pas là. Il s'agit bien davantage de comprendre les mécanismes qui font que ce comportement individuel source apparente de plaisir, mais collectivement suicidaire continue de se développer et comment il est entretenu.

Si la critique de la société de consommation a quasi disparu des débats médiatiques ces dernières années, notre frivolité demeure pourtant bien à la racine des problèmes sociaux et environnementaux. Elle sera notre perte si nous n'envisageons pas de changements plus radicaux dans notre manière de vivre. Dans notre société empreinte d'une modernité subjectiviste, où la centralité du sujet - l'individu - se développe au détriment de l'objectivité du monde - l'humanité - nos besoins individuels se heurtent à l'intérêt collectif. Comment réguler nos besoins, limiter notre soif de consommation sans pour autant basculer dans une dictature définissant les besoins auxquels répondre ?

Est-ce qu'au-delà des verrous économiques de la transition¹, ne nous faut-il pas aussi décoder des verrous comportementaux, hérités ou induits ? Ne nous faut-il pas mieux comprendre le modèle culturel dans lequel nous vivons pour le dépasser ? Visionnaires, Charbonneau et Ellul² ouvrirent dès les années 1930 une critique du « Progrès », du déferlement de la technique et de la puissance au détriment de la liberté. J'emprunte ici un bref passage de « *Directives pour un manifeste personnaliste* » pour illustrer mon avant-propos :

« Un monde s'était organisé sans nous. Il obéissait à des lois profondes qui n'étaient pas identiques à celles des sociétés antérieures. Ce monde était caractérisé par l'anonymat : personne n'était responsable et personne ne cherchait à le contrôler. Chacun occupait seulement la place qui lui était attribuée dans ce monde qui se faisait tout seul par le jeu de ces lois profondes ».

Notre modèle culturel actuel a renforcé encore cet anonymat et irresponsabilité par une exacerbation de la liberté individuelle et de l'épanouissement personnel. Si nous ne reprenons pas collectivement le pouvoir sur un système qui « fait le monde tout seul » nous risquons comme l'illustre la citation de George Orwell sur la photo de couverture que le futur ne sera « *qu'un visage humain écrasé par une botte... éternellement* »³.

Le besoin comme moteur du capitalisme

Reposer la question du sens est fondamental. Est-ce vraiment de cette manière que nous souhaitons habiter le monde ? Est-ce vraiment de cette manière que nous voulons vivre notre vie ? Travailler, consommer, jeter, polluer, et... promettre à

nos descendants qu'ils habiteront sur une planète au climat hostile, dans des sociétés encore plus impactées par des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles indispensables à leur survie ? L'eau, la terre, l'air (oui, l'air !) peuvent être privatisés et leur accès difficile. Quelle vision avons-nous de la finalité de notre société ? Travaillons-nous pour étancher notre soif de consommation ou pour trouver un sens à notre vie et donner sens à l'humanité ? Derrière cette question, se cache le sens du travail. Comment reprocher aux personnes leur surconsommation si leur travail n'a aucun sens, si l'entreprise qui les emploie ne crée pas de véritable plus-value humaine, ne répond pas à des besoins sociétaux, que leur seule possibilité d'échapper à l'ordinaire est d'acheter de l'imaginaire ?

L'aliénation au travail et la naissance des besoins artificiels

Car c'est bien sur l'aliénation au travail que se construisent les besoins artificiels. Le capitalisme industriel, à la base du système du salariat, nécessite de « créer » des besoins. Sans cela, nous n'irions plus travailler ! Ou en tout cas, ni à cette intensité, ni dans un travail dénué de sens. Ce point a été depuis longtemps identifié par Marx : pour « obliger » les ouvriers à travailler régulièrement, il fallait limiter les salaires afin de permettre d'augmenter la production.

Dans la société préindustrielle, le producteur consomme ce qu'il produit. Les surplus sont faibles et nul n'est besoin de travailler plus qu'il n'en faut pour assurer la sécurité d'existence de soi et de sa famille même si les conditions de vie sont rudes et la vie précaire. Les surplus sont échangés dans une relation de réciprocité ou via une relation marchande pour obtenir des biens directement auprès d'un autre producteur ou par l'intermédiaire d'un marchand. Chacun connaît les conditions de production et les besoins de l'autre, une norme du suffisant - gain suffisant pour l'artisan, bénéfice suffisant pour le marchand - est établie. L'économie marchande est encadrée dans les relations sociales. Le développement de la pensée libérale favorise l'essor du capitalisme industriel qui, nourri par la puissance de l'énergie fossile, intensifie l'appropriation privée des moyens de production, entraîne une concurrence entre capitaux et constitue un marché du travail. Il y a déconnexion des sphères de la production et de la consommation, les échanges marchands sont "déencadrés" de toute forme de contrôle social. Mieux, la production de surplus génère la possibilité et la nécessité de faire émerger de nouveaux besoins qui dépassent celui de la sécurité d'existence. Cela ne suffit pas pour expliquer l'émancipation de la production par rapport aux besoins et des efforts que l'on consent pour les satisfaire. En réalité, cette déconnexion crée une aliénation par le travail ainsi que par les besoins et abolit la norme du suffisant préexistante. Examinons cela plus en détail.

Une triple dépossession qui abolit la norme du suffisant

Le propre de l'aliénation est que le système ou le régime politique maintiennent ceux qui en sont victimes dans la méconnaissance de leur situation. Si, comme moi, vous êtes convaincus que les transitions nécessaires passent par un dépassement du capitalisme, alors il est important de comprendre plus finement les mécanismes qui ont engendrés notre société d'hyperconsommation, de se demander comment le capitalisme nous convainc de chercher à assouvir toujours plus de besoins. Dans "Eloge du suffisant"⁴, André Gorz énonce une triple dépossession qui a permis à la production de s'émanciper, de devenir indépendante du rapport entre les besoins ou les désirs des travailleurs et l'importance de l'effort - en qualité, intensité et durée - que l'on consent pour les satisfaire. En soi, ce qui constituait la norme du suffisant.

1. Dans un premier temps l'instrument de travail n'est plus la possession du travailleur. A elle seule, cette dépossession n'est pas suffisante pour installer l'affranchissement des besoins. Mais la mécanisation se développant, l'ouvrier est dépossédé de l'outil au sens où désormais, c'est lui qui sert la machine, qui agit selon ses impératifs de fonctionnement. L'outil n'est plus l'instrument de travail de l'homme, c'est l'homme qui est devenu l'instrument de l'outil. En réduisant les rémunérations par unité produite, on y ajoute la contrainte de travailler plus⁵ pour assurer le suffisant et par-là même, produire du surplus et nourrir le capital.
2. La séparation du travailleur de l'outil de production implique la séparation du travailleur d'avec le produit. Dans cette seconde dépossession, le produit commercialisé n'a plus de lien avec la personne qui l'a produit car de multiples étapes, personnes et matières y ont contribué. Au plus les chaînes s'allongent et les procédés se complexifient, au moins le travailleur s'identifie au produit qu'il concourt à fabriquer. Un autre travailleur qui souhaite acheter le produit commercialisé ne sait rien de cette personne, de ses besoins, de ses conditions de travail, de la valeur intrinsèque du produit. Seul le prix reflète une certaine valeur, d'usage ou symbolique, nous y reviendrons.
3. Enfin, la séparation du travailleur de l'outil de production implique la séparation du travailleur d'avec le travail lui-même. Progressivement, le gigantisme des outils de production enlève la maîtrise du moyen de production et permet d'imposer une organisation et une division du travail (tâches segmentées, codifiées, standardisées, programmées...) par lesquelles la nature, la qualité et l'intensité de celui-ci couleraient de source sans que l'on puisse s'y opposer. Les nécessités de l'outil de production dictent l'organisation du travail à réaliser.

C'est sur la base de cette triple dépossession que la production est devenue indépendante, que le système a généré des surplus économiques qui ont été investis dans de nouveaux moyens de production et a nourri la puissance du système capitaliste productiviste. La production est devenue le moyen d'accroître le capital, elle a besoin de consommateurs pour ses produits qui ne sont plus là pour répondre à des besoins naturels ou ressentis mais à des désirs créés en fonction de critères de rentabilité, de nouvelles opportunités de marchés, de nouvelles sources de profit. La création sans cesse renouvelée de besoins est facilitée par le nouveau statut du travail: devenu marchandise lui-même, on échange désormais du temps de travail contre une rémunération. Nous ne vendons plus une "œuvre", une production dont on peut être fier et y trouver sens. Non, nous vendons du temps de travail qui nous procure un revenu et nous confère un certain "pouvoir d'achat". Lorsque nous posons un acte d'achat, nous n'y voyons plus ni le savoir-faire, ni le travail qui y est accumulé mais un objet ou un service que nous achetons en y consacrant un certain temps de travail sans avoir aucune idée de ses conditions de production.

En deux mots, la croissance des besoins est essentielle à la croissance du capital et la croissance du capital permet de faire émerger de nouveaux besoins... La triple dépossession sert la recherche du rendement maximum, l'aboutissement de la rationalité et de la rationalisation économiques. Mais, souligne Gorz, dans ce système devenu hyper productif, *"la recherche de l'efficacité maximale dans la mise en valeur du capital exige ainsi l'inefficacité maximale dans la couverture des besoins: le gaspillage maximum"*⁶. Si à l'évidence le capitalisme a permis un accroissement de la qualité de vie pour un nombre sans cesse croissant de populations, pensons simplement à l'accès à la santé ou à la sécurité sociale, il en laisse de nombreuses autres sur le côté, chez nous et ailleurs dans le monde⁷. La course productiviste et consumériste engendre l'exploitation de l'homme par l'homme, la surexploitation et la destruction des ressources naturelles, le

dérèglement climatique. Les concepts d'économie durable, circulaire ou autres politiques de green deal ne suffiront pas à répondre à ces enjeux sans inventer de nouvelles formes d'autolimitation collective⁸.

Des besoins authentiques aux besoins artificiels

A ce stade de ma réflexion, il me faut interroger le concept de besoin que j'ai mobilisé à plusieurs reprises. Comment différencier les besoins essentiels et qualitatifs des besoins artificiels ? Nous avons tous des besoins et ils diffèrent pour chacun d'entre nous mais à l'évidence notre planète ne pourra supporter l'assouvissement de tous nos besoins si le système ne cesse d'en créer de nouveaux. Par ailleurs, des besoins - y compris qualitatifs - apparaissent ou disparaissent au fil de l'histoire et du développement de la société de consommation. Il suffit pour s'en convaincre de penser au droit à l'obscurité revendiqué par les naturalistes ou les astronomes ou simplement pour bénéficier d'un sommeil de qualité dans nos régions alors que dans de nombreux pays en voie de développement la présence de kyrielles d'enfants occupés à étudier leurs leçons ou à faire leurs devoirs au bord des routes équipées d'éclairage public démontre combien la lumière est un besoin essentiel encore peu rencontré ailleurs dans le monde. S'interroger sur ce qui distingue les besoins authentiques des besoins artificiels est une étape incontournable de la réflexion sur de nouvelles formes d'autolimitation, de nouvelles normes du suffisant.

Distinguer les besoins authentiques des besoins artificiels?

Puisque la production crée des besoins, moteurs de la société de consommation, est-il possible de les classer, de distinguer des besoins authentiques auxquels répondre impérativement des besoins artificiels à bannir ? La question est vertigineuse et de nombreux auteurs s'en sont emparés depuis longtemps. Essayons d'y voir clair...

Certains besoins artificiels sont assez faciles à identifier. Avons-nous réellement besoin de cette enième chemise - certes très jolie - alors que notre garde-robe déborde déjà ? De cette enième version de smartphone alors que le nôtre fonctionne encore très bien ? Certainement pas ! Il s'agit là uniquement de besoins artificiels qu'on nous incite à assouvir à travers des mécanismes bien connus sur lesquels nous reviendrons. Le consumérisme ensevelit les besoins authentiques sous des besoins factices. L'acte d'achat ne satisfait jamais un vrai manque, il procure au mieux une satisfaction momentanée. Ces besoins artificiels - pour peu qu'on en prenne conscience individuellement - sont somme toute assez simples à réguler par soi-même. Mais, ce sont aussi ces besoins qui depuis les années 60 sont la cible de la "machine à consommer" avec un emballage très net sur ces dernières décennies. Prenons l'exemple de la mode : la recherche "The environmental price of fast fashion"⁹ montre que la consommation de vêtements a augmenté de 40% en Europe depuis le début des années 2000, qu'au Royaume Uni, l'achat annuel de vêtement par personne qui se situait à 5,9 kg en 1975 atteint 26,7 kg aujourd'hui ! Ceci bien sûr grâce au productivisme qui induit des prix de vente toujours moindres : la dépense moyenne en fringues des européens qui atteignait 30% de leur budget dans les années 50 n'est plus que de 5% en 2020. Or, derrière chaque kilo de vêtements produit se cachent des consommations et des pollutions gigantesques d'eau, des pollutions de l'air, des émissions de CO2, etc. Et, le recyclage est peu efficace notamment parce que la qualité des fibres et des vêtements produits est toujours inférieure. Quant au coût social, le récent scandale de l'achat par les majors de la mode de fibres de coton produites par le travail forcé des Ouïghours en Chine ne fait que nous rappeler une

fois encore combien l'exploitation de l'homme par l'homme peut nous ramener à des formes d'esclavagisme crapuleuses¹⁰. S'il est évident que chacun doit avoir une réflexion sur ses besoins artificiels, dans un même temps des normes sérieuses de conditions sociales de travail, de protection de l'environnement, de garantie pour interdire les pratiques d'obsolescence programmée et toutes autres formes de régulation doivent être édictées par les Etats et les instances internationales, puis respectées par les producteurs pour limiter les impacts des productions.

Les besoins vitaux sont assez simples à comprendre également : accès à l'eau, à la nourriture, au logement, à la santé, etc. Les sociétés démocratiques prospères et l'économie de marché sont censées nous les garantir depuis au moins la fin de la seconde guerre mondiale. Ce n'est pas pour autant qu'ils sont rencontrés partout dans le monde, ni même chez nous ! Inutile de rappeler ici les chiffres de malnutrition au niveau mondial ou belge pour démontrer que le système capitaliste est loin de résoudre la satisfaction des besoins vitaux pour tous. Pire, certains besoins vitaux qui ne souffraient d'aucune limitation ou presque sont aujourd'hui remis en question : respirer un air pur devient de plus en plus difficile dans nombre de villes. Les statistiques des maladies respiratoires chroniques et de mortalité liés à la pollution de l'air sont impressionnantes¹¹. Et, dans les mégalo-poles ultrapolluées, le marché met désormais à disposition - de ceux qui en ont les moyens bien entendu - des masques dotés de purificateur d'air. Comme quoi, même un besoin vital évolue et se marchandise.

La question de distinguer les besoins authentiques se complique pour les besoins qui ne sont ni purement artificiels, ni vitaux. Ecouter de la musique, voyager, se cultiver, admirer et comprendre la nature, créer manuellement, artistiquement ou intellectuellement, etc. sont des besoins essentiels à une vie bonne, intéressante et épanouie qui peuvent éventuellement passer par l'acte de consommation. D'autres besoins essentiels par contre restent - et encore, pas toujours - déliés de la recherche de profits financiers : aimer et être aimé, développer sa spiritualité, être autonome, etc. Agnès Heller, à la suite de Marx, les nomme "besoins radicaux", Gorz les appelle "besoins qualitatifs". Ces besoins qualitatifs ne peuvent naître qu'une fois les besoins vitaux rencontrés. Il y a là un paradoxe du système capitaliste qui favorise leur émergence grâce à la libération de chacun de se préoccuper au quotidien de sa survie mais qui dans le même mouvement les bride par l'enfermement des travailleurs dans des fonctions étroites, des emplois ayant de moins en moins de sens et remplace ces besoins qualitatifs par des besoins purement artificiels et solvables. Simplement parce que le temps consacré au travail et la qualité de ce dernier sont des facteurs déterminants de l'émergence des besoins qualitatifs. Au plus on consacre du temps au travail et au plus la fonction exercée est rude, vide de sens ou répétitive, au plus les besoins seront frustrés et au plus on succombe à des besoins formatés. Faciles à consommer en somme. L'aliénation par le travail se poursuit par une aliénation par les besoins.

Des besoins qualitatifs infinis et variables

Les besoins qualitatifs et leur rencontre avec un besoin artificiel créé par le système productiviste varient d'une personne à l'autre, dans le temps et selon les contextes sociaux. Prenons pour exemple le smartphone. A l'arrivée du GSM fin des années 90, j'étais parmi ceux - et nous étions nombreux de notre génération - qui le refusait car on y voyait clairement un besoin artificiel, une forme d'intrusion dans la vie privée, des risques potentiels pour la santé et l'environnement. Quel intérêt à être joignable et disponible à tout moment alors que le téléphone "fixe" existe partout ?¹² Puis sont apparus les smartphones avec un nombre de fonctionnalités toujours croissant : photo, vidéo, GPS, consultation des mails en ligne,

etc. et surtout l'accès à internet ! A ce moment, dans mon cas, il y a rencontre avec un besoin qualitatif : dès que se pose une question, dès que ma soif d'apprendre est titillée, la réponse n'est pas loin. Pour d'autres personnes ce sera la possibilité de se laisser guider par le GPS (besoin d'être rassuré), de parler et de voir leur famille à l'autre bout du monde (besoin de liens sociaux), d'organiser leurs loisirs alors qu'ils sont dans les transports en commun (besoin de se projeter), etc. Hélas, ce même objet peut entraîner, chez certaines personnes, des addictions graves liées à des formes de narcissismes (besoin de reconnaissance) entretenues par les jeux vidéo ou les réseaux sociaux. Le besoin lui-même devient aliénant. En outre, ce besoin artificiel même s'il sert à assouvir un besoin qualitatif n'en est pas moins source de nocivités : exploitation de l'homme pour extraire les minerais, pollutions majeures liées à l'obsolescence technique et programmée rapide, etc.

Force est de constater que les besoins qualitatifs sont variables. A l'image de nos sociétés modernes où les valeurs sont pluralistes, nos préférences en matière de besoins et donc de mode de vie le sont également. Dès lors, distinguer de "vrais" et de "faux besoins" et les hiérarchiser sans les remettre dans les contextes spécifiques de leur émergence revient à se positionner comme un juge "au-dessus de la mêlée" dont il est sain de questionner la légitimité pour opérer une telle distinction. Agnès Heller, qui vivait en Hongrie lors de la guerre froide, nous en avertit : *"C'est précisément sur ce type d'argumentation que se fonde toute dictature sur les besoins : nous n'avons pas l'intention de satisfaire certains besoins, car nous avons décidé qu'ils n'étaient pas vrais, pas réels."*¹³ Comme l'écrivait ma collègue Joanne Clotuche il y a quelques années, "Hiérarchisation des besoins: le ver est dans le fruit"¹⁴.

Mais alors quelle norme du suffisant ?

Si l'on ne peut hiérarchiser les besoins cela complique la question de la norme d'autolimitation. Car si tous les besoins doivent être reconnus, il faut alors accepter qu'ils devraient également être satisfaits. Ce qui n'est pas possible dans un même temps et dans une société donnée. « *Pour arriver à la satisfaction de tous les besoins, il faut instaurer un système de priorités qui préfère à un moment donné satisfaire certains besoins plutôt que d'autres* » nous dit Heller et pour éviter la dictature des besoins, « *il s'agit de créer une structure dans laquelle les forces sociales qui représentent des besoins tout aussi réels les uns que les autres décident au cours d'un débat démocratique, et sur la base du consensus, quels besoins doivent être satisfaits les premiers.* » Ce texte, écrit dans les années 70 reste totalement d'actualité même s'il faut relier les termes de « société donnée » à l'urgence climatique et environnementale qu'Heller ne pouvait pas pleinement percevoir. Cette idée est à la base de nombreuses propositions visant à resocialiser l'économie comme celles de Razmig Keucheyan¹⁵, Dominique Bourg¹⁶ ou Christian Felber¹⁷.

La fabrique du consommateur¹⁸

J'ai largement exploré l'origine de la société de consommation et l'émergence des besoins. Avant d'aller plus loin sur la question de leur régulation, tentons de comprendre les mécanismes par lesquels le système parvient à nous donner envie "d'acheter de l'imaginaire". Nous devrions y trouver quelques nouveaux éléments de réflexion capables de susciter des idées de régulation.

La spectacularisation des biens

Le système demande donc de consommer, et si possible de consommer des services ou des biens formatés pour ramener un maximum de profit. Précédemment, j'ai évoqué combien la triple dépossession a permis à la production de s'émanciper, de nous aliéner dans le travail, de modifier notre rapport à l'objet. L'objet, autrefois produit direct du travail d'une communauté, est devenu marchandise : il existe par lui-même, déconnecté de tout maillage social. Désormais, le bien est "fétichisé" et permet d'asseoir des stratégies pour susciter l'acte d'achat, pour créer le besoin. Il suffit de faire rêver, de développer des formes d'imagerie puissante qui donneront envie... Cette simple règle a été utilisée dès le 19ème siècle et fonctionne toujours de nos jours.

Dans un premier temps, l'ordre marchand s'est établi sur la base de commerçants et de boutiques, chacun spécialisé dans son secteur où l'organisation visait à se partager le marché plutôt qu'à se faire concurrence. L'urbanisation a modifié les modes de vie et fera apparaître au deuxième tiers du 19ème siècle les concepts de shopping et de grands magasins¹⁹. Ces derniers constituent un véritable virage dans la symbolisation de l'objet. Il y a rupture totale avec les méthodes de vente jusque-là utilisées par les commerçants. Dans « Au Bonheur des Dames » Zola nous décrit la mise en scène de la marchandise : montrer l'abondance, préparer le rêve éveillé, exciter les désirs par des décors de rêve, créer une impression de luxe pour donner à l'objet convoité une dimension de trésor. Au lieu d'être confronté, comme dans les boutiques à un vendeur, intermédiaire entre lui et la marchandise, le consommateur peut flâner dans les rayons, la manipuler mais surtout être désinhibé dans son désir d'achat par une véritable science de l'étourdissement ! Il faut que les émotions créées dépassent notre capacité d'analyse rationnelle et financière de l'achat. La base du fonctionnement des grands magasins d'aujourd'hui est identique : mise en scène, opulence et placement des produits à des endroits stratégiques, rotation des stocks, expérience sensorielle du consommateur, etc. La logique est juste poussée plus loin par la science du "merchandising" qui vise à maximiser les profits d'un espace de vente par l'analyse des flux et l'objectivation du rapport compulsif à la marchandise ou par le « neuromarketing » qui exploite différents biais cognitifs du cerveau humain dans la prise de décision d'achat.

Quant à la vente via les plates-formes internet, elle fonctionne de manière encore plus subtile. L'observation de vos comportements d'achat sur la toile et dans les magasins via vos cartes de fidélité ou bancaires est scrupuleusement enregistrée dans les "big data" et utilisée pour prédire et vous suggérer de nouveaux achats. L'envie est poussée par des "influenceurs du net" qui personnalisent l'objet et sauront quelle mise en scène et quels ressorts de vente mobiliser. Quant à l'achat compulsif, il est grandement facilité par le paiement en ligne et l'exploitation des mêmes biais cognitifs : information que le stock est limité et bientôt épuisé (biais de rareté), mise en évidence du gain financier si vous achetez immédiatement (biais d'ancrage), votre simple présence sur le site (biais d'actualisation) ou les recommandations d'autres utilisateurs qui vous font un "retour d'expérience" élogieux.

Faire naître et entretenir le désir

La foule et ses comportements deviennent un objet d'attention à la fin du 19^{ème} siècle. Non pas pour optimiser les ventes mais en reflet de la vision cauchemardesque qu'en a la bourgeoisie et son besoin de contrôler le peuple qui pourrait remettre en cause l'ordre économique dont elle dépend. Gustave Le Bon est une des principales figures de l'ingénierie sociale de cette époque. En particulier parce qu'il relève dans son ouvrage « Psychologie des foules » combien l'irrationalité des foules est un danger mais également une magnifique opportunité : « *Qui connaît l'art d'impressionner l'imagination des foules connaît aussi l'art de les gouverner* »²⁰. Voilà de quoi intéresser à la fois les gouvernements et les grandes entreprises qui ont de plus en plus de pouvoir de contrôle sur le marché et sur la politique. Une nouvelle caste de l'ordre marchand apparaît : les chargés de relations publiques.

Une autre figure de l'ingénierie sociale est Edward Bernays, l'homme est connu pour avoir incité les femmes à fumer (à l'époque où la cigarette était un attribut majoritairement masculin) ou à créer le fameux petit déjeuner « eggs and bacon » des anglo-saxons²¹ dans l'entre-deux guerres. Il s'agit plus largement de vendre l'« American way of life » aux américains en recourant à la pratique de l'association symbolique comme il l'a fait avec les « torches de la liberté » et les suffragettes pour la cigarette. Toutefois, soyons de bon compte, si dans son autobiographie Bernays affirme être capable d'infléchir les comportements de consommation grâce à l'adjonction de valeur symbolique au produit à promouvoir, il faut relever qu'il ne pourrait y parvenir sans s'intégrer parmi de nombreux autres facteurs : innovation du produit, politique de prix, stratégie de distribution, packaging, etc. Comme l'indique Anthony Galluzzo, Bernays était surtout un très bon promoteur de lui-même²². En réalité, la publicité informe de la valeur symbolique de la marchandise ou du moins de l'adjonction de valeur voulue par le producteur, elle influe mais ne détermine pas à elle seule nos comportements. Elle nous fait miroiter et associe au produit convoité ce que nous voudrions avoir : de la beauté, de la respectabilité, de la distinction, l'affiliation à une certaine classe sociale, etc.

Besoins et individuation

Une nouvelle mentalité de consommation s'est installée. L'objet symbole renvoie à l'affirmation de soi, à l'aspiration d'appartenir à une classe sociale ou à un mouvement. On n'achète plus l'objet pour ce à quoi il sert mais pour ce qu'il représente. La valeur signe du produit prime sur son utilisation, sur sa valeur d'usage. Croyez-vous vraiment que la qualité d'un Jeans de grande marque justifie sa différence de prix par rapport à une production basique ? Non, "payer la marque" permet de se singulariser, de projeter une image de soi, de montrer sa réussite sociale, son appartenance à une certaine classe. Le consommateur cultive l'être par l'avoir.

Soutenue par la publicité, les magazines, la télévision ou les réseaux sociaux, une image de vie parfaite s'est diffusée, fondée sur de belles vacances, des voitures brillantes de technologie, d'objets connectés et autres besoins artificiels censés symboliser la réussite sociale et suscitant des sentiments d'envie et de convoitise chez des millions de personnes. Les valeurs de vertu, de sens du devoir, de solidarité se sont estompées au profit de notions liées à la réussite personnelle. Il s'agit de performer, de réussir sa vie, de s'épanouir, d'être soi, d'être heureux²³. Et surtout de le montrer car dans ce nouveau modèle culturel engendré par le néolibéralisme, chacun est perçu comme responsable de sa réussite ou de ses

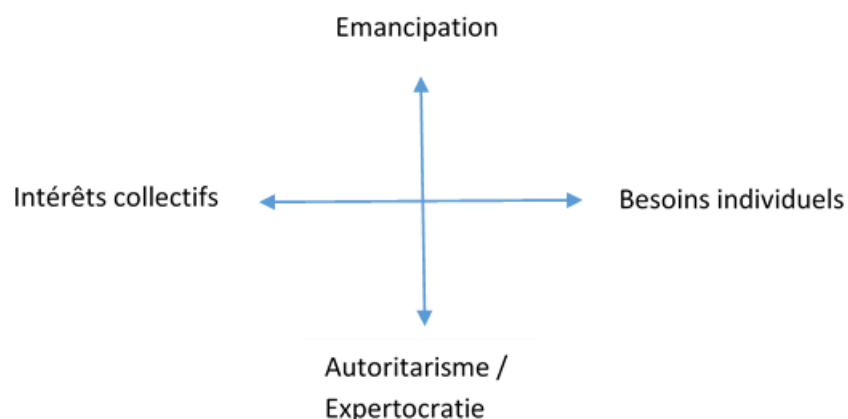
échecs. Alors, l'individu puise sans cesse dans le marché d'objets symboles car c'est à travers eux qu'il sera jugé par les autres. Dans cette mentalité de consommation, la nouveauté constitue un mieux qui nous projette dans une insatisfaction permanente de l'objet possédé, dans une tension de désir vers un nouvel objet. Vu que le capitalisme raccourcit en permanence les distances et le temps pour rendre le capital toujours plus productif, les vitesses de rotation des modèles et d'obsolescence technique ne cessent de s'accélérer et de susciter de nouveaux actes d'achats censés démontrer notre appartenance à la société de la réussite. Il y a évidemment bien peu de place pour l'intérêt collectif et la moralité dans une société où le soi est devenu le principe d'organisation du système.

Mais alors, comment faire pour (r)établir une norme du suffisant ?

Après cet examen de la genèse des besoins et des verrous qui s'opposent à nous pour les rendre davantage qualitatifs, voyons comment nous pourrions transformer le système et rétablir une norme du suffisant. Il s'agit d'idées et de perspectives qui, toutes, mériteraient l'écriture d'une analyse et qui sont de l'ordre de l'utopie réaliste mais qui font sens pour nous acteurs de l'économie sociale et de l'éducation populaire.

Réguler les besoins par des instances citoyennes

Pour sortir du paradoxe « réguler les besoins sans en faire une dictature », nous avons évoqué ci-avant la nécessité de créer des instances citoyennes capables de les prioriser en fonction des capacités de production de la société et de l'environnement. Dans notre nouveau modèle culturel, la liberté individuelle est constamment mise en tension avec l'intérêt collectif. Comme le montre notre schéma ci-dessous, il n'y a que deux voies pour aplanir cette tension : l'autoritarisme ou l'émancipation.



La voie de l'autoritarisme n'est évidemment pas notre option tant elle s'oppose à nos valeurs de liberté et d'émancipation mais est aussi suspecte de défendre des intérêts particuliers. Il faut toutefois s'en méfier, les dérives actuelles de nombreuses démocraties pourraient nous y mener.

Nos démocraties représentatives actuelles ne parviendront pas à résoudre cette problématique sans qu'on les fasse évoluer. Elles sont immergées dans un système financier mondial, composées des mêmes élites que celles des pouvoirs financiers et ne peuvent ou ne veulent sortir du mode de pensée dominant. Leurs réponses face aux urgences et aux enjeux de société sont des adaptations à la marge et les grandes orientations politiques – qui dessinent l'avenir de nos sociétés – sont prises sans débat de fond sur la nécessité de production et sans prospective sociale. Une élite restreinte de dirigeants politiques, de chefs d'entreprises, d'acteurs de la finance et d'experts concentre le pouvoir et montre que nous glissons sans ambiguïté vers des oligarchies ou des démocraties de complaisance avec le capital. Elles défendent les intérêts particuliers de l'ordre marchand, c'est pourquoi sur notre schéma nous les classons à côté de l'autoritarisme en les désignant d'expertocratie.

Il existe bien heureusement des voix divergentes au sein de nos institutions démocratiques mais le système électoral en lui-même (échéances électorales, composition des gouvernements, alliances différentes aux multiples niveaux de pouvoirs, etc.) rend difficile une rupture radicale avec ce mode de fonctionnement. C'est la raison pour laquelle l'idée d'un système de priorités décidées collectivement au sein d'instances citoyennes qui représentent les forces sociales et qui préfèrent à un moment donné satisfaire certains besoins plutôt que d'autres peut nous aider à sortir du système d'hyperconsommation. Sa mise en œuvre demande d'installer de telles instances à différents niveaux de pouvoir et de leur assurer un mandat de décision et non d'une simple mission délibérative et propositionnelle.

La convention citoyenne pour le climat en France ou les différentes commissions délibératives du Parlement Bruxellois sont sans nul doute des étapes de murissement de nos démocraties mais sans véritable pouvoir elles ne peuvent que peu infléchir les décisions. L'exemple français de la convention citoyenne le démontre. Mise en place par le Président Macron à la demande et en réponse au mouvement des gilets jaunes, elle avait pour objectif de « *définir les mesures structurantes pour parvenir, dans un esprit de justice sociale, à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % d'ici 2030 par rapport à 1990* ». Au final, sur les 149 propositions Macron en a rejeté trois et pour les autres, leur transcription législative ou réglementaire montre qu'une trentaine d'autres ont été écartées et que la majorité des propositions ne sont reprises que partiellement²⁴. Quant au panel bruxellois sur la 5G, son mandat portait sur des recommandations relatives à son déploiement et non sur l'examen de l'authenticité de ce besoin, de ses nuisances ou de la société où nous mènera cette technologie. En Région germanophone, la mise en place d'un dispositif de dialogue citoyen permanent va déjà plus loin mais reste malgré tout limité à un pouvoir consultatif même si l'éventuel rejet d'une recommandation devra être motivé par les instances politiques²⁵.

Pour statuer sur les besoins de la société et de son avenir, il nous faut imaginer une nouvelle séparation des pouvoirs, créer une véritable troisième chambre déliée des partis politiques et composée de citoyens. Leur composition devrait se faire par tirage au sort, pondéré par différentes variables comme l'âge ou le niveau de qualification, pour garantir leur indépendance vis-à-vis de partis politiques ou de lobbies économiques. Cette troisième chambre statuerait sur les besoins et tracerait les contours des politiques publiques. De quelles productions et issues de quelles formes de travail avons-nous besoin ? De quel système de santé ? De quelle alimentation, mobilité, logement, énergie, etc. ? La réflexion doit être ancrée dans les contraintes de notre société telles que le réchauffement climatique, la biodiversité, la qualité de l'air, de l'eau, de la terre et leur accès, etc. et être alimentée par des travaux d'experts pour aider à la prise de décision. Décisions qui constitueraient la feuille de route à moyen et long terme du pouvoir exécutif. Pouvoir exécutif qui garde tout son pouvoir pour imaginer les mesures qui s'imposent dans sa mise en œuvre : lois pour lutter contre

l'obsolescence programmée, relocaliser l'économie et lutter contre l'exploitation de l'homme par l'homme, limiter ou interdire l'utilisation de pesticides et promouvoir une agriculture de qualité, lutter contre la spéculation immobilière et favoriser l'accès au logement, réguler la publicité et réduire les incitations à la surconsommation, favoriser le rail dans les transports de marchandises et des personnes, etc. Chacune des propositions législatives s'inscrirait alors dans un cadre formel et décidé démocratiquement et qui permet leur évaluation quant à leurs effets sur l'atteinte des objectifs de la feuille de route.

Diminuer l'emprise des besoins toxiques ou aliénants

Diminuer l'emprise signifie favoriser la prise de conscience de nos aliénations. On a vu combien le travail et la satisfaction de besoins artificiels peuvent nous détourner de la satisfaction de besoins qualitatifs. Il s'agit d'en prendre conscience et de revendiquer la désaliénation comme nouveau besoin, de travailler collectivement sur la définition des besoins qualitatifs et la manière de les assouvir en vue de mener une vie bonne. La thématique inclut la notion de déprivation que ce soit de l'accès aux ressources naturelles ou aux moyens de vivre une vie digne. La prise de conscience est loin d'être naturelle car les médias au sens large relayent un imaginaire marchand et construisent un manque à penser qui rendent certaines associations d'idées et raisonnements très difficilement accessibles. Aussi, les acteurs de l'éducation permanente, de l'enseignement, de l'économie sociale ou de l'expression artistique sont importants pour faciliter la prise de conscience et mettre tout un chacun en capacité de « nommer, blâmer et réclamer afin d'orienter l'action collective »

26

Dans cette réflexion, la question du sens du travail est centrale et ne peut plus être éludée par la simple réponse de l'accès au marché du travail. A quoi bon insérer des personnes dans des emplois qui ne font pas sens pour elles, qui ne donnent ni sentiment d'utilité pour soi ou pour la société, qui sont dénués de source de savoirs et de savoir-faire ? Le travail doit mener à l'épanouissement et non à l'aliénation. De même, certaines tâches dures physiquement ou moralement mais qui répondent à des besoins essentiels demandent à être revalorisées dans la société. Comment se fait-il que des professions liées à la santé ou à la production de notre alimentation soient aussi peu reconnues -tant dans le statut social que dans leurs conditions de réalisation - par rapport à d'autres somme toute bien moins essentielles. Ces professions font sens mais les contraintes de la réalisation du travail sont telles que de nombreux travailleurs n'osent s'y aventurer ou s'ils l'ont fait, les quittent après quelques années. Le système économique induit une organisation de la société de moins en moins capable de répondre à des besoins sociaux aussi fondamentaux que la santé ou alimentation par du travail de qualité. Or, la qualité du travail est fondamentale à l'émergence et l'assouvissement de besoins qualitatifs au détriment des besoins artificiels.

De même que le temps consacré au travail. La réduction du temps de travail accompagnée d'une réflexion sur un déplacement de nos besoins artificiels vers des besoins qualitatifs est essentielle dans une stratégie à la fois d'épanouissement humain et de limitation de nos consommations.

Donner envie de voir la mer

« Si tu veux construire un bateau, ne rassemble pas tes hommes et femmes pour leur donner des ordres, pour expliquer chaque détail, pour leur dire où trouver chaque chose... Si tu veux construire un bateau, fais naître dans le cœur de tes hommes et femmes le désir de la mer. »²⁷

Antoine de Saint-Exupéry

Il s'agit de décoloniser nos imaginaires et de nous permettre de rêver d'autres modes de fonctionnement, de nous défaire du mythe selon lequel le bonheur se trouverait uniquement dans les biens et les services marchands vantés par la société de consommation. Vu que le système ne nous mènera pas naturellement à cette décolonisation des imaginaires, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et sur nos artistes pour nous faire rêver...

Ces derniers dénoncent depuis longtemps la société de consommation et l'aliénation de l'homme par des besoins artificiels. Boris Vian (La complainte du progrès), Jean Ferrat (La montagne) ou, plus proche de nous, Stromae (Carmen) pour la musique ; les sœurs Lana et Lilly Wachowski (Matrix) ou Charlie Brooker (Black Mirror) pour le cinéma ou encore George Orwell (1984) ou Ira Levin (Un bonheur insoutenable) pour la littérature. Après avoir dénoncé, laissons-nous rêver, projetons des futurs désirables, suscitons le désir de vivre dans un monde avec moins de consommation mais plus de besoins qualitatifs rencontrés ! Alors, tous ensemble nous arriverons à construire le bateau qui y mène.

¹ Les verrous économiques de la transition, Saw-b, Etude 2019.

² Jacques Ellul et Bernard Charbonneau sont des précurseurs de l'écologie politique. Dès les années 1930, ils entament une critique du " Progrès ", du déferlement de la technique et de la puissance au détriment de la liberté. Leur critique non marxiste de l'aliénation de l'homme moderne appelle à une nécessaire réorientation de la vie sociale, à remettre à leur place l'économie, la technique et l'Etat et promeut « une cité ascétique afin que l'homme vive ». Le texte des « Directives pour un manifeste personnaliste » a été publié à Bordeaux en 1935. Pour notre plus grand bonheur il a été réédité dans « *Nous sommes révolutionnaires malgré nous* », aux éditions Le Seuil en 2014.

³ "If you want a picture of the future, imagine a boot stamping on a human face — forever." Traduit par « « Si vous désirez une image de l'avenir, imaginez une botte piétinant un visage humain... éternellement. » dans George Orwell, 1984, éd. Gallimard, coll. « Folio », 2001, p. 377

⁴ André Gorz, *Eloge du suffisant*, Presses Universitaires de France, 2019

⁵ Ibidem p 40. Gorz cite Marx et Weber qui affirment que dans les premiers temps de la révolution industrielle, les patrons des manufactures et des premières usines mécanisées rencontraient d'immenses difficultés pour obtenir de leur main d'œuvre un travail régulier et intense. Les ouvriers se demandaient « combien dois-je gagner par jour pour couvrir mes besoins courants ? » plutôt que « combien puis-je gagner par jour si je fournis le plus de travail possible ? ».

⁶ Ibidem p 45

⁷ En 2019 en Région wallonne, 18,5% de la population vit sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec un revenu inférieur au revenu médian national. Concrètement, cela signifie qu'environ un cinquième de la population wallonne vit dans un ménage ne disposant pas d'un revenu de 1 284 € net par mois pour un isolé ou de 2 696 € pour un ménage composé de 2 adultes et de 2 enfants de moins de 14 ans. Source IWEPS : <https://www.iweps.be/indicateur-statistique/taux-de-risque-de-pauvrete/>

⁸ Voir également Barbara GARBARCZYK, « L'autolimitation, une ambition pour l'économie sociale », analyse 2016, SAW-B

⁹ Voir L'Echo : <https://www.lecho.be/entreprises/textile/la-fast-fashion-desastre-ecologique/10246752.html>

¹⁰ Voir <https://www.sudouest.fr/gironde/bordeaux/bordeaux-l-extension-de-zara-refusee-sur-fond-d-exploitation-des-ouighours-7030350.php> ou l'article de Mediapart relayant la position de l'Union européenne face au travail forcé : <https://www.mediapart.fr/journal/fil-dactualites/150921/ouighours-bruxelles-veut-interdire-les-produits-issus-du-travail-force?onglet=full>

¹¹ L'OMS estime la mortalité mondiale liée à la pollution de l'air à 7 millions de personnes par an : voir https://www.lemonde.fr/planete/article/2016/10/31/pollution-300-millions-d-enfants-dans-le-monde-respirent-de-l-air-toxique_5022828_3244.html En Belgique, l'Agence Européenne pour l'environnement estime à environ 12.000 les décès prématurés liés à la pollution de l'air : <https://www.eea.europa.eu/fr/pressroom/newsreleases/de-nombreux-europeens-restent-exposes/mortalite-prematuree-imputable-a-la>

¹² Je reste à ce propos assez irritant pour nombre de personnes en laissant en permanence mon GSM en mode silencieux et en ne répondant à leurs appels que plusieurs heures, voire jours plus tard

¹³ Théodor Ardano et Agnès Heller, « *Par-delà le vrai et le faux. Deux textes sur la théorie des besoins* » in La découverte « Mouvement » 2008/2 n°54 pages 13 à 33. Disponible sur <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2008-2-page-13.htm>

¹⁴ Joanne CLOTUCHE, « *Pistes pour mieux répondre aux besoins et aspirations sociales* », analyse 2018, SAW-B

¹⁵ Razmig KEUCHEYAN, « Les besoins artificiels », Zones, 2020

¹⁶ Voir la proposition de Dominique Bourg relayée par la Fondation pour la Nature et l'Homme : <https://www.fnh.org/la-proposition-de-la-fnh-pour-une-democratie-du-long-terme-la-chambre-du-futur/>

¹⁷ Voir l'interview de Christian Felber sur le Bilan du Bien Commun et la démocratie souveraine sur : <https://www.triodos.be/fr/articles/2020/christian-felber-economie-bien-commun-banque-triodos>

¹⁸ Nous empruntons le titre à Anthony Galluzzo qui nous a largement documenté pour l'écriture de cette partie de l'analyse. Anthony GALLUZZO, « *La Fabrique du consommateur. Une histoire de la société marchande.* », Zones, 2020

¹⁹ Ceux-ci se développent d'abord au sein de la bourgeoisie mais s'étendent progressivement à travers toutes les classes sociales avant de conquérir la terre entière

²⁰ Gustave LE BON, « *Psychologie des foules* », PUF, 2013

²¹ Voir le reportage « Propaganda. La fabrique du consentement »

<https://www.imagotv.fr/documentaires/propaganda-la-fabrique-du-consentement/film/1>

²² A. GALLUZZO, ibidem, p 167

²³ Au passage, ce nouveau modèle culturel génère de nouveaux besoins solvables : coaching, stages de bien-être, thérapie psychologiques, etc.

²⁴ Voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Convention_citoyenne_pour_le_climat#Produire_et_travailler

²⁵ Voir Quentin MORTIER, « De la gestion aux gestes », analyse 2021, SAW-B

²⁶ William FELSTINER, Richard ABEL, Austin Sarat, « L'émergence et la transformation des litiges : réaliser, reprocher et réclamer », Politix n°16, 1991. Cité par Julie CHATEAUVERT et al, « Manuel pour changer le monde », Ecole d'innovation sociale Elisabeth-Bruyère, 2019

²⁷ Il s'agit en réalité d'une citation apocryphe d'Antoine de Saint-Exupéry. La trace la plus proche de cette citation est en réalité un texte un peu plus long publié dans l'œuvre posthume et inachevée « Citadelle ». Voir :

<https://www.dicocitations.com/citations/citation-164930.php>

SAW-B

Avec le soutien de



Ce texte vous parle, nos idées vous interpellent ? C'est le but !

Cette analyse s'inscrit dans notre démarche de réflexion et de proposition sur des questions qui regardent la société. Si vous voulez réagir ou en discuter avec nous au sein de votre groupe, de votre espace, de votre entreprise, prenons contact. Ensemble, faisons mouvement pour une alternative sociale et économique !

N'hésitez pas à nous contacter : info@saw-b.be ou 071 53 28 30

À la fois fédération d'associations et d'entreprises d'économie sociale, agence-conseil pour le développement d'entreprises sociales et organisme d'éducation permanente, SAW-B mobilise, interpelle, soutient, et innove pour susciter et accompagner le renouveau des pratiques économiques qu'incarne l'économie sociale. Au quotidien, nous apportons des réponses aux défis de notre époque.

Rédaction : Hugues De Bolster

Relecture : Quentin Mortier

Illustration : Hugues De Bolster